BRÉSIL - « Le capitalisme a besoin de disparaître pour laisser la place à un régime socialiste »

Plínio de Arruda Sampaio Jr, revue À l'Encontre

dimanche 7 mai 2006, mis en ligne par Dial

En octobre 2006, le Brésil va connaître des élections à la Présidence de la République fédérale (26 Etats et un district fédéral), ainsi qu'aux postes de Gouverneur des Etats. De même, se dérouleront des élections législatives (Chambre des députés et Sénat) à l'échelle de la République, et dans chaque Etat. Ces élections se dérouleront quatre ans après celle qui avaient conduit Lula à la Présidence de la République. Il était à la tête du Parti des Travailleurs (PT) qui avait déjà perdu son âme.

Nous publions ci-dessous la remarquable allocution de Plinio de Arruda Sampaio Jr. faite lors de la présentation comme candidat au poste de gouverneur de l'Etat de São Paulo, l'Etat socio-économiquement le plus important du Brésil.

Il a prononcé ce discours le 3 avril 2006 à l'occasion d'un meeting organisé, entre autres, par le PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté). Ce parti est issu, initialement, du regroupement de forces ayant rompu avec le PT.

Pour penser les tâches des socialistes, à ce tournant de notre histoire, il nous faut commencer par l'examen de la situation des travailleurs dans la conjoncture internationale. Une recherche récente réalisée par l'Union Européenne sur les conditions de travail dans le monde globalisé du néolibéralisme décrit bien ce que le travail représente pour les travailleurs. Au paradis capitaliste qui surgira après la période de réajustement structurel des économies capitalistes et du règne vigoureux du néolibéralisme : « le travailleur sera évalué sur la base de ce qu'il aura produit au cours de la dernière semaine ; il ne saura jamais quand il aura du travail et quand il sera de repos ; il devra se recycler continuellement, parce ce que ce travail qu'il aura mis tant d'années à apprendre pourra disparaître d'un jour à l'autre ; il n'osera jamais dire "ceci n'est pas de ma responsabilité", parce qu'alors la punition sera inévitable. »

Si c'est cela la perspective des travailleurs dans une région du monde où la lutte des classes a une longue histoire, alors nous pouvons imaginer aisément ce qui se passera pour les travailleurs d'un pays périphérique comme le nôtre, au cas où la classe dominante continue à diriger le Brésil de manière à lui garantir la position de dernier de classe dans le club des pays développés.

La toile de fond aux coups du sort que nous devrons affronter dans les prochaines années sera faite des pressions internes et externes qui seront exercées afin que le Brésil accepte cette condition subalterne, puisque l'unification du monde sous l'égide du néolibéralisme et de la démocratie restreinte constitue l'objectif du capitalisme international et de l'impérialisme nord-américain.

Il est vrai qu'autant dans le premier que dans le tiers-monde, des réactions populaires commencent à se faire entendre contre cette camisole de force. Mais nous ne pouvons alimenter les illusions : nous naviguons depuis deux décennies sur une mer tempétueuse et rien n'indique que le temps politique ne change bientôt substantiellement.

Le processus de division internationale du travail, impulsé par les compagnies multinationales et par les puissances internationales, est en plein développement et il provoque le retour de l'Etat brésilien à une condition néocoloniale - un Etat dans lequel les décisions importantes sont prises dans des centres de

décision extérieurs au pays. La classe dominante brésilienne accepte cette situation humiliante parce que c'est à cette condition seulement qu'elle peut maintenir ses privilèges et jouir de son niveau de consommation obscène.

Dans ce cadre, le pays ne peut pas se développer. Le modèle économique, allié à une structure distributive extrêmement perverse, condamne la majorité de la population à la pauvreté et génère l' "apartheid social".

La pauvreté et l' "apartheid social" ne datent pas d'aujourd'hui et le peuple brésilien n'a jamais cessé de lutter contre cet état de choses. Au cours des premières décennies du siècle passé, l'apparition du socialisme a projeté cette lutte à un niveau supérieur. Mais le contrôle rigide exercé par les classes dominantes sur le peuple et la répression implacable contre les premiers partis communistes, en plus de certaines de leurs conceptions erronées sur la stratégie de ces luttes, ont empêché le projet socialiste d'atteindre des larges couches de la population.

Cependant, le dévouement et l'héroïsme de ces camarades n'ont pas été inutiles. Le sacrifice de milliers de combattants socialistes au long des décennies a constitué la matrice du mouvement qui a commencé avec la résistance populaire dans les années de plomb de la dictature et qui a débouché sur les luttes d'aujourd'hui.

Dans les années les plus dures de la répression, le mouvement socialiste a rencontré le christianisme social et le syndicalisme combatif. Ce sont alors créées les conditions permettant un saut qualitatif dans l'histoire politique du pays. Cette accumulation de forces a permis que le PT (Parti des travailleurs), émergeant alors dans le processus politique de la transition démocratique, puisse atteindre les grandes masses populaires. De cette manière, et ce pour la première fois au cours des 170 ans de notre indépendance, la bataille électorale a cessé de se dérouler entre factions de la classe dominante et en est venue à se polariser entre « les partis de l'ordre établi » et « le parti de la transformation sociale ».

Durant 25 ans, de larges contingents parmi les masses populaires ont nourri l'espérance que la victoire du PT signifierait le commencement d'un processus de victoire sur leur pauvreté et sur leur condition de personnes subalternes dans la société brésilienne. Ces espérances ont été complètement frustrées au cours des trois dernières années et demi du gouvernement pétiste [adjectif formé sur le sigle PT désignant le Parti des Travailleurs], créant ainsi divisions, perplexité et désorientation dans le camp de la lutte populaire.

Pour dissiper tout doute que l'on pourrait avoir à ce sujet, il suffit de reproduire ces deux phrases d'anthologie, prononcées dimanche passé, le 2 avril 2006, par le ministre responsable de la coordination politique du gouvernement : « Au vu de la modération reconnue du gouvernement Lula, une rupture avec les modèles d'accumulation globalement en vigueur n'est certainement pas à l'ordre du jour. Ce qu'il faut, c'est avancer un peu dans la démocratie et promouvoir un peu plus de cohésion sociale. Ce qui est en jeu, c'est de savoir si certaines ressources publiques continueront à être dirigées vers les pauvres, si les financements de l'Etat continueront à parvenir jusqu'aux
"petits". »

La défaite « pétiste » menace de nous faire retourner au stade antérieur des processus électoraux qui se déroulaient exclusivement entre factions de la classe dominante.

La gravité de cette menace nous permet de poser avec précision la tâche des gauches dans le processus électoral qui approche. Il s'agit de faire un effort gigantesque pour que continue d'exister un pôle socialiste dans la bataille électorale, parce que, sans que nous ayons l'illusion que la participation aux élections résume toute la lutte socialiste, nous connaissons cependant l'importance de cette participation pour la conscientisation et la mobilisation des masses populaires - les véritables agents de la rupture transformatrice.

Le PSOL [Parti du Socialisme et de la Liberté] a surgi dans ce contexte grâce à la vision lucide de compagnons qui ont vu, avant d'autres, la tragédie du « pétisme » et qui ont eu le courage et la générosité

d’ouvrir le chemin aux compagnons qui, avant de le quitter, avaient encore des tâches à accomplir dans ce PT devenu, aujourd’hui, une pure légende. Parmi ces compagnons valeureux, il y a notre camarade Heloisa Helena [sénatrice de l’Etat d’Alagoas ; elle a été exclue du PT pour s’être opposée aux premières contre-réformes du gouvernement Lula ; elle est candidate à la Présidence, à l’occasion des élections d’octobre 2006, du PSOL et de l’alliance électorale qui s’est constituée, entre autres avec le PSTU]. Elle est la figure de proue de ce mouvement historique, dont nous ferons connaître avec enthousiasme le nom dans tous les recoins du pays. Elle est notre candidate à la Présidence de la République et la première candidate à ce poste au cours des 170 ans d’histoire de notre société machiste.

Le PSOL sait qu’il ne constitue pas l’unique force socialiste qui conteste le pouvoir de la bourgeoisie et que les transformations sociales sont le résultat de nombreuses luttes différentes, parmi lesquelles s’inscrit la lutte pour obtenir un espace dans la structure institutionnelle de l’Etat bourgeois. Le PSOL veut être l’un des partis et mouvements engagés dans ce grand processus historique.

Dans le débat électoral qui approche, ce n’est qu’unis que nous serons capables d’assurer au projet socialiste une présence et une densité politique. L’unité est possible parce que toutes les forces socialistes sont confrontées au même ennemi et parce que les intérêts des travailleurs, malgré les différences entre les partis qui les défendent, peuvent parfaitement être défendus par une plate-forme de lutte élaborée en commun. Le PSOL travaillera pour l’unité des socialistes autour d’une plate-forme commune qui réponde aux intérêts des travailleurs et qui formule avec clarté les objectifs de leur lutte.

Cette plate-forme ne peut en aucun cas être un programme d’amélioration du capitalisme brésilien. Après plus de cinquante ans d’efforts pour rendre ce capitalisme plus humain, il est temps de se rendre compte avec clarté de l’illusion que fut cette vision. Le capitalisme n’a pas besoin d’être réformé, il a besoin de disparaître pour laisser la place à un régime socialiste.

Dans la conjoncture actuelle, le pas qui peut être fait dans cette direction est la formulation, en syntonie avec les mouvements populaires combatifs, d’un ensemble de revendications populaires indispensables pour trouver une solution aux problèmes économiques et sociaux qui sont en train de conduire notre Nation vers un état de barbarie.

Au niveau de l’économie, les deux grands objectifs sont : augmenter notre autonomie décisionnelle et réduire drastiquement l’inégalité sociale.

Si nous consacrons les prochaines décennies à redistribuer les revenus et à éduquer effectivement notre jeunesse, nous obtiendrons alors les conditions de base pour vivre bien et pour participer, de façon autonome et meilleure qu’aujourd’hui, au marché international. Jusque-là, notre priorité doit être, sur le plan interne, la satisfaction des besoins vitaux de toute la population et, sur le plan international, la construction de la Grande Patrie latino-américaine, la solidarité avec les pays pauvres d’Afrique, et l’échange avec des nations qui seraient prêtes à commercer avec nous dans des conditions d’égalité.

Ces objectifs signifient une reformulation complète de notre relation avec le système capitaliste international. Nous n’avons intérêt à y participer que si nous avons la possibilité d’assurer la concrétisation de nos priorités sur le plan économique et sur le plan social. Dans le cas contraire, nous devons avoir le courage d’affronter les pressions externes et de courir les risques que cela représente.

Nous ne pouvons pas cacher ces risques au peuple, parce que les masses populaires ne pourront acquérir de conscience politique que s’il existe des partis et des dirigeant·e·s prêts à leur dévoiler une réalité que la bourgeoisie fait tout pour leur cacher.

La réduction des inégalités exigera un modèle économique de plein-emploi, une réforme agraire radicale, un nouveau modèle agricole et une réforme urbaine qui en finisse avec la division entre ville opulente des riches et ville misérable des pauvres, tout cela devant se faire sous l’égide d’une norme générale qui sera le développement sans la destruction de la nature.

Il ne s’agit pas de proposer une nouvelle formule macroéconomique, mais de construire une véritable

alternative qui, en combinant des réformes structurelles avec des politiques économiques et sociales, assure la Souveraineté de la nation et garantisse Terre, Toit, Travail, Education et Santé pour le peuple.

Sur le plan politique, le saut qualitatif exige le respect de la participation de tous, y compris des dites « petites gens », aux décisions de l'Etat. Sans cette participation - plus directe, plus active, plus informée - il n'y a pas moyen d'éviter que les décisions de l'Etat ne favorisent les minorités au détriment de l'ensemble de la population, ni que les agents de l'Etat passent du statut de serviteurs à celui d'oppresseurs du peuple et de seigneurs des deniers de l'Etat.

C'est pourquoi notre plate-forme inclura des mesures qui donneront plus de poids aux consultations populaires prévues par la Constitution. Cela pourtant ne suffira pas. Il sera nécessaire d'amplifier l'effet de ces mesures au moyen de l'introduction de Conseils Populaires à tous les niveaux de l'administration, non comme un moyen de supprimer le principe de la représentation politique, indispensable dans une société vraiment démocratique, mais de créer des mécanismes qui empêchent la transformation de la représentation populaire en une usurpation oligarchique de la souveraineté du peuple.

L'élection qui s'approche offre, dans toutes les réunions de socialistes, un moment de réflexion sur la construction d'un parti. Nous savons que les grandes transformations sociales sont faites par les masses populaires, mais l'expérience historique nous a également enseigné que pour réaliser ces transformations, ces masses ont besoin de pouvoir disposer de mouvements, d'organisations syndicales et de partis politiques.

Le PSOL désire se construire comme un parti de militant·e·s, militant·e·s préparés pour dialoguer avec les masses populaires, disposés à se mettre au service de celles-ci et à découvrir avec elles les chemins de la libération. Par leur courage, leur lucidité et surtout par l'exemple de correction et de combativité qu'ils donnent dans les milieux sociaux dans lesquels ils vivent, ces militants doivent ainsi se mettre en condition d'être écoutés par les masses pour les mobiliser en vue des affrontements inévitables. Ce doit également être un parti de personnes consacrées à la tâche de changer le monde, toujours disposées à mettre en risque leurs destins personnels dans la lutte pour la justice et pour la liberté.

Pour réaliser cette tâche transformatrice, le PSOL a besoin de vivre dans son existence quotidienne les valeurs et les méthodes de décision démocratique et, pour éviter que le mot démocratie ne sonne faux, il faut avoir le courage d'affronter la contradiction existant entre représentant·e·s et représenté·e·s qui est inhérente à toute organisation ou parti.

Il n'existe pas d'argument valide contre le principe d'un processus décisionnel qui consacre la participation de tous les militants dans les décisions prises par le parti sur les questions à l'ordre du jour du débat politique. Dans la structure définitive que nous donnerons au PSOL lors de son premier congrès, nous proposerons que tout le processus décisionnel se développe exclusivement dans les groupes et les réunions plénières, et que soit laissée aux représentants élus la responsabilité d'exécuter cette volonté collective en obéissant fidèlement à ce qui a été décidé par la base.

Nous savons qu'il ne s'agit pas d'une entreprise facile. Formés dans la culture de la fonction dirigeante du groupuscule à la tête du parti, nous résistons à l'idée qu'un militant de base puisse saisir la réalité avec la même lucidité que les cadres supérieurs ; et les militants eux-mêmes n'ont pas toujours une conscience claire du fait que ce sont eux qui détiennent le pouvoir du parti et qu'ils ne doivent déléguer ce pouvoir à personne. Ou bien nous vaincrons ce défi, ou bien nous ne parviendrons pas à éviter de commettre les mêmes erreurs que celles qu'a commises le PT.

Le mot de la fin concerne la campagne menée à São Paulo. Nous ne pouvons avoir d'autre objectif dans cette campagne que celui de la victoire. Notre présence dans la bataille n'est pas seulement pour faire de la figuration. Nous voulons la victoire et ce n'est que de la victoire que nous nous satisferons.

Mais qu'est-ce que la victoire pour nous ?

La victoire c'est, sans doute, l'obtention d'assez de votes pour accéder au gouvernement. Nous ferons le

maximum pour obtenir ces votes, mais - et le « mais » fait dans ce contexte toute la différence - sans rien concéder à l'éthique ni conclure un quelconque arrangement politique qui salisse notre conception morale et qui empêche la réalisation de notre programme.

La victoire, c'est aussi de faire une campagne qui dise la vérité au peuple de São Paulo, sans peur et sans concessions.

La victoire, c'est d'exposer avec clarté la nécessité pour le socialisme de pouvoir résoudre effectivement les grands problèmes du peuple et de la nation.

La victoire, c'est la construction - durant la campagne et au moyen de celle-ci - non seulement de l'instrument PSOL, mais d'une nouvelle unité des partis de gauche.
L'histoire ne s'achèvera pas avec la prochaine élection. Mais si nous parvenons à introduire dans l'imaginaire du peuple l'idée qu'il existe une alternative au capitalisme et que l'implantation de cette alternative exige lutte et sacrifice de la part de qui désire vivre dans l'indépendance et la liberté, alors nous aurons obtenu une grande victoire. Et si parmi ces gens se trouvent un grand nombre de jeunes, alors notre victoire sera retentissante.

Pour vaincre, nous avons besoin d'innover, et nous avons besoin de vivre concrètement notre socialisme. Si nous tombons dans l'erreur de reproduire, à notre petit niveau, la propagande traditionnelle des partis bourgeois, alors nous serons condamnés à l'échec. La propagande du socialisme exige un langage propre, le langage de la vérité et du courage ainsi que l'utilisation de moyens correspondant aux ressources que nous pourrons récolter de manière éthique pour financer la campagne.

Il faut que nous disions et soulignions en gras le fait que dans l'Etat de São Paulo [qui compte quelque 40 millions d'habitants], l'Etat dit le plus riche de la Fédération [l'Etat brésilien est de type fédéral], des millions de personnes vivent dans des conditions de pauvreté et de marginalisation en rien différentes des conditions dans lesquelles vivent les pauvres en d'autres régions du pays.

Au revers de la médaille : des détenteurs d'immenses patrimoines, d'origine toujours obscure, qui exposent sans pudeur leur richesse, accaparent les meilleures terres, monopolisent la production industrielle et s'approprient avec la plus grande impudence les forêts, les plages et les sites protégés, tout cela sous le regard pâteux des autorités qui sont censées protéger ces biens !

Tout cela doit être dit au peuple - de façon détaillée, claire et documentée - parce ce que c'est là que résident les véritables problèmes.

Mais nous devrons également dire haut et fort : « Pour tous ces problèmes il existe une solution, à condition que le peuple prenne le pouvoir. » Parce qu'alors, on ne permettra pas l'orgie que sont les importations ; on n'acceptera pas la camisole de force que constitue la Loi de Responsabilité Budgétaire [qui contraint à une politique économique devant permettre de service de la dette en faveur des banques occidentales et des détenteurs brésiliens ou étrangers de la dette externe et interne] ; on ne tolérera pas d'impôts qui chargent les pauvres et épargnent les plus riches [impôts indirects], on n'admettra pas l'exploitation des travailleurs ; on ne négligera pas la préservation du milieu naturel, on ne tombera pas dans le piège du « moins d'Etat », on ne renoncera pas à revenir sur les privatisations ni à créer des entreprises d'Etat quand cela sera nécessaire pour garantir le développement (sans oublier pour autant de semer les graines indispensables à la disparition de cet Etat même) et on ne transigera pas sur la défense de la Nation (sans jamais perdre de vue le fait que le socialisme reste une proposition internationaliste).

Je sais très bien que la plus grande partie de ces mesures n'est pas de la compétence du gouvernement de l'Etat, mais je pense que la victoire du peuple le 3 octobre, ici à São Paulo et au Brésil, sera le point de départ d'un processus politique rendant possibles la correction de ces maux ainsi que le développement rationnel des énormes ressources humaines et naturelles de notre Etat.

Mais surtout, il est nécessaire de dire clairement que ces dénonciations et ces propositions de solutions

par la lutte n’obtiendront le soutien du peuple que si chacun de nous exprime concrètement, dans le quotidien de sa vie, son idéal de liberté, d’égalité et de fraternité.

La mise en pratique de ces valeurs par les socialistes est ce qui confirmera, dans l’imaginaire du peuple, la supériorité de la rationalité socialiste et la coopération sur la rationalité capitaliste et la compétition.

Mais nous nous trouvons ici face à un problème : l’élection est une compétition entre de nombreux prétendants pour peu de places vacantes. Nous serons en compétition avec des véritables adversaires, mais, pour plusieurs d’entre nous, nous serons également en compétition entre nous pour des charges à la proportionnelle. De quelle manière concilier ces deux facettes de la réalité ? Par l’éthique socialiste, la conduite acceptée par ceux qui vivent dans notre « ethos », dans notre maison. Dans notre maison - la maison du socialisme et de la liberté - nous n’accepterons ni la calomnie, ni la démagogie, ni l’opportunisme, ni la déloyauté. Même si on ne s’en aperçoit pas toujours, le peuple observe attentivement la conduite des politiciens. Il se peut que celui-ci donne parfois son vote à un candidat sans éthique, mais aucun électeur ne risquera son emploi, sa liberté et même sa vie pour des personnes qu’il n’admire pas moralement. C’est de cela qu’il s’agit si nous voulons devenir un instrument efficace de la lutte pour l’autonomie de la Nation et pour l’implantation d’une société socialiste.

Je considère ma candidature au gouvernement de São Paulo comme une tâche révolutionnaire. Il s’agit de ramasser tous les débris d’un grand naufrage pour reconstruire avec ceux-ci une grande embarcation. Mais je ne me permettrais pas d’accepter cette tâche si je ne voyais pas en vous la volonté déterminée de la réaliser. Je suis certain que vous saurez compenser mes déficiences et qu’ensemble nous établirons les bases d’une nouvelle grande offensive populaire en direction d’un Brésil plus juste et du Socialisme.

Traduction de *A l’Encontre*.

Plínio de Arruda Sampaio Jr est un des membres fondateurs du PT. Son adhésion au PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté) a symbolisé la rencontre dans le PSOL entre, d’une part, des courants politiques nourris par la théologie de la libération ainsi que liés aux mouvements des paysans sa terre et des petits agriculteurs et, d’autre part, des forces issues de diverses tendances politiques du marxisme-révolutionnaire. Elles étaient, souvent, fortement insérées dans le mouvement syndical, c’est-à-dire la CUT (Centrale Unitaire des Travailleurs). Cette organisation syndicale a connu, en jonction avec PT, un processus de cooptation et d’intégration et, actuellement, sont à l’oeuvre des processus complexes de recomposition du mouvement syndical au Brésil.

http://www.alencontre.org/page/Brazil/BrazilArruda04_06.htm